

Autre question de mauvaise foi :

D. — Ne pensez-vous pas qu'il y aurait avantage pour tout le monde à ce que les quelques privilèges (quelle modestie !) qui existent encore en Chine soient abolies graduellement. Comme cela les puissances auraient le temps de se rendre compte de ce que vaut votre nouvelle machine gouvernementale.

R. — Notre gouvernement n'est pas réformiste. C'est un gouvernement révolutionnaire. Il ne saurait s'agir d'une période d'expérience pas plus de trois, que de deux, ou que d'une seule année. Nous n'avons pas à attendre « tant » d'années pour supprimer les privilèges d'exterritorialité et reprendre les concessions. Tout cela sera fait d'ici peu d'ailleurs. Les étrangers qui voudront demeurer en Chine y demeureront tant qu'ils voudront, mais ils seront régis par nos lois. Les nations qui voudront commercer avec nous pourront le faire, mais en accord avec nos lois. Personne en tous cas ne pourra demeurer en Chine, ni exercer aucun commerce en vertu de lois extérieures aux lois chinoises. Nous nous refusons à admettre seulement l'idée qu'on pourrait attendre quelque temps avant d'abolir les privilèges.

D. — Quelle est votre attitude à l'égard des Etats-Unis et des Américains qui sont en Chine ?

R. — J'estime l'Amérique et les Américains, et nous sommes heureux que des Américains résident et travaillent en Chine.

Voici une déclaration nette qui contraste assez avec l'accusation de xénophobie dont on a taxé les révolutionnaires chinois. Quelle meilleure preuve, au contraire, de leur internationalisme pouvaient-ils donner : tous les étrangers pourront venir travailler en Chine, qu'ils soient américains, français, japonais, belges ou anglais nous serons heureux de les accueillir, mais à la condition qu'ils se soumettent à notre loi et ne cherchent pas à nous imposer la leur.

**

Cependant comme, pour l'instant, Chiang-Kai-Shek ne parle que des Américains, l'amour-propre national délicieusement chatouillé de son interlocuteur, le porte à poser la question suivante :

D. — Ne pensez-vous pas que la forme de gouvernement des Etats-Unis conviendrait merveilleusement à la Chine ?

R. — Non. Votre gouvernement a beau prétendre être un gouvernement démocratique, c'est, avant tout, par sa nature même, un gouvernement impérialiste. Notre gouvernement, je vous l'ai déjà dit, est fondé sur les « trois principes du peuple ». Vous alléguiez que l'Amérique étant

gouvernée soi-disant par son peuple, il s'en suit que c'est une véritable démocratie. Vous faites erreur. Une véritable démocratie ne possède pas des territoires en dehors de ses propres limites territoriales ; une véritable démocratie ne peut refuser aux populations de ces territoires le droit d'être libres et de se gouverner elles-mêmes. Or, ce n'est pas le cas des Etats-Unis. Donc, nous ne pouvons pas considérer les Etats-Unis comme un Etat qui respecte les droits des peuples. Vous voyez bien que le gouvernement américain est bien, par essence, impérialiste.

D. — Vous faites allusion aux Philippines ?

R. — Oui, évidemment. Les Etats-Unis n'ont pas le droit de maintenir leur domination sur ces îles, puisqu'elles sont en dehors du territoire des Etats-Unis. Les populations de ces îles ont absolument le droit de se gouverner elles-mêmes.

Le journaliste américain a-t-il compris la leçon ? En tous cas, cette leçon était grandement méritée, et il est à parier que pas mal d'hommes d'affaires américains ont dû faire une singulière grimace en lisant de telles déclarations dans la bouche du commandant en chef des armées rouges. La politique des Etats-Unis en Chine est peut-être en apparence un peu moins brutale que celle de l'Angleterre. Cela tient simplement à ce que les Etats-Unis sont actuellement avec le Japon les deux principaux fournisseurs de la Chine. Les Etats-Unis ont d'abord intérêt à faire du commerce avec la Chine, et, d'autre part, ils ont considéré sans déplaisir l'élimination de leur concurrent britannique du marché de la Chine du Sud. Mais bien que jusqu'à présent ils aient proclamé qu'ils étaient adversaires d'une politique d'intervention en Chine, ils n'en ont pas moins envoyé vingt-six navires de guerre dans les eaux chinoises et renforcé leurs corps d'occupation.

Le jour où l'Angleterre fera remonter par ses vaisseaux de guerre le Yang-tsé, il est certain que les Etats-Unis ne resteront pas en arrière. L'impérialisme américain a prouvé récemment au Nicaragua qu'il savait, lui aussi, employer la manière forte ; sa phraséologie pacifiste à l'égard de la Chine fera place, le jour où il le jugera nécessaire, à l'action militaire. Mais, en tous cas, Canton n'est nullement dupe de cette soi-disant bonne volonté « démocratique » du gouvernement américain à l'égard de la jeune démocratie chinoise. « Il y a démocratie et démocratie », a distingué Chiang-Kai-Shek, perçant à jour la mauvaise foi de son interlocuteur.

**

D. — Que pensez-vous du christianisme et des missionnaires en Chine ? Le gouvernement national continuera-t-il à tolérer l'activité des missions ou les chassera-t-il ?

R. — Je ne me bats pas contre le christianisme et les missionnaires seront toujours aussi bien accueillis qu'en ce moment-ci ! Notre programme ne comporte pas l'expulsion de Chine des missions.

Ici Chiang-Kai-Shek ne fait que reconnaître le principe appliqué en U. R. S. S. de la neutralité de l'Etat vis-à-vis des différents cultes, mais neutralité qui n'en implique pas moins une active propagande anti-religieuse. C'est ce qui se passe, d'ailleurs, actuellement relativement aux missions.

**

D. — Les compagnies étrangères seront-elles autorisées à exploiter les ressources naturelles de la Chine ? Les industries étrangères seront-elles admises ou bien est-il dans les intentions du gouvernement nationaliste de ne permettre que des industries nationales ?

R. — Nous ne solliciterons aucun capital étranger pour la Chine. Mais un tel capital sera toujours le bienvenu. Si des compagnies étrangères veulent continuer à exploiter leurs usines dans le pays ou à ouvrir de nouvelles usines, il leur sera donné exactement le même appui qu'à toute entreprise chinoise. Mais leur exploitation ne sera permise seulement que si les ouvriers chinois qui y travaillent en retirent du profit. N'oubliez pas que l'amélioration des conditions matérielles de la classe ouvrière et son bien-être, viennent au premier rang de nos préoccupations, de la même façon que le bon fonctionnement des entreprises elles-mêmes.

D. — En donnant aux masses ouvrières un pouvoir aussi étendu que vous le faites en ce moment ; en les excitant par une propagande tout ce qu'il y a de plus révolutionnaire, il n'est pas possible que ces masses d'ouvriers ne désirent pas acquérir le contrôle absolu de tout votre mouvement et, au besoin, combattre votre mouvement s'il s'oppose à leurs plans ?

R. — Voilà qui est tout à fait improbable. Nous n'avons pas à craindre notre prolétariat. Nous travaillons avec lui, nous l'instruisons, nous l'éduquons. Notre doctrine est faite pour le peuple et non contre le peuple, et si nous continuons à le diriger dans la bonne voie, nous n'avons aucune opposition à redouter de sa part.

D. — Considérerez-vous la Révolution comme accomplie lorsque vous aurez abattu les militaristes chinois, lorsque les concessions seront revenues sous la juridiction chinoise et lorsque les privilèges d'exterritorialité auront été abolis en Chine ? En d'autres termes, votre révolution se limitera-t-elle aux frontières de la Chine ou bien, selon les principes de la Russie soviétique, étendrez-vous votre propagande sur d'autres pays ?

La révolution chinoise est-elle, pour vous, le point de départ d'un mouvement mondial, ou bien serez-vous satisfaits lorsque vous aurez chassé de Chine l'impérialisme et le militarisme ?

R. — Cette révolution est non une fin, mais à peine un début. Il y a dans le monde d'autres pays qui vivent aujourd'hui sous le joug de l'impérialisme. Il est vrai que la révolution a éclaté pour le moment dans la Chine, mais elle gagnera aussi d'autres pays. D'autres révolutions semblables à la nôtre libéreront bientôt d'autres peuples opprimés. La Chine n'est qu'un pays et il y a beaucoup d'autres pays dans lesquels l'impérialisme devra être écrasé pour que le monde puisse songer à la paix !

**

Je prie nos lecteurs de relire avec le plus grand soin ces trois dernières répliques de Chiang-Kai-Shek. Elles les éclaireront, j'espère, définitivement sur les buts que poursuivent les révolutionnaires chinois. De telles déclarations leur apporteront la preuve que la révolution chinoise est partie intégrante de la révolution mondiale ; que la lutte que les révolutionnaires de la Chine mènent à la fois contre les impérialismes et les chefs militaires chinois à la solde de ces impérialismes, n'est pas seulement une lutte pour la libération nationale, mais une lutte qui doit se poursuivre et s'étendre à travers le monde pour la libération de tous les opprimés.

La classe ouvrière de ce pays doit comprendre maintenant que toute passivité de sa part vis-à-vis de la révolution chinoise, serait une lâcheté abominable et un crime, oui, un véritable crime. Contre toute menace d'intervention en Chine, le prolétariat révolutionnaire français doit se dresser, comme pour son propre combat. S'il ne le faisait pas par incompréhension ou par débilité, s'il laissait noyer dans le sang la révolution prolétarienne de Chine, alors il pourrait tendre aussi ses poignets et son cou à de nouvelles chaînes. Mais si par son action résolue en France comme dans les autres pays, la classe ouvrière a le pouvoir d'empêcher ses maîtres d'intervenir en Chine, qu'elle sache bien que le triomphe de la révolution en Chine marquera le signe certain de l'écroulement du régime capitaliste.

Marcel FOURRIER.

P. S. — Ces déclarations ont été faites, sous forme d'interview, au journaliste américain Bruno Schwartz. Ce document capital a été reproduit du *Hankow Herald* par la revue libérale américaine *The Nation*, dans son numéro du 19 janvier. C'est le texte intégral de la *Nation* que nous avons traduit.